

INTRODUCTION

Avec l'arrivée de 1950, «une attitude d'optimisme circonspect n'était pas exclue»¹. Après avoir essuyé une série de revers en Europe orientale et en Asie à la fin des années 1940, les démocraties occidentales semblaient progresser de façon soutenue dans leurs efforts en vue de contenir le communisme, même s'il n'y avait pas de percées spectaculaires. Au début de 1950, le Canada et ses alliés de l'Atlantique Nord ont fait un premier pas à cet égard en contrôlant les exportations destinées au bloc soviétique, en fournissant une aide militaire à l'Europe occidentale et en déterminant les besoins de défense des pays de l'Atlantique Nord. Ils entreprennent en outre de redéfinir les liens économiques entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Au début du printemps de 1950, le discours tenu par le Canada reflétait le regain de confiance du pays. «Les mesures prises en vue de l'application du Traité de l'Atlantique Nord, affirma en mars le ministre de la Défense nationale, Brooke Claxton, [...] ont rendu plus improbable une agression militaire et ont raffermi la confiance de l'Europe occidentale quant à la possibilité de prévenir l'agression par une action collective.»²

L'apparente diminution de la menace soviétique en Europe occidentale permit aux décideurs canadiens de tourner leur attention vers l'Asie, où la décolonisation, le sous-développement économique et le communisme étaient en train de créer une situation à la fois instable et dangereuse. Au début de la nouvelle année, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Lester B. Pearson, accompagné d'une poignée de conseillers, grimpa à bord d'un North Star de la RCAF pour le long voyage qui le mènerait à Ceylan, où se tenait une réunion des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth. Cette conférence et ses suites, que le présent ouvrage documente avec force détails (Chapitre 7), eurent d'importantes répercussions sur la politique étrangère du Canada. Elles vinrent renforcer la perspective de plus en plus multilatérale du gouvernement fédéral quant aux affaires du Commonwealth et lui confirmèrent que la Grande-Bretagne présentait de moins en moins d'attrait comme point d'ancrage de cette association historique. En proposant pour la première fois de transférer du capital au monde en développement par l'entremise de ce qui allait devenir le Plan de Colombo pour le développement économique coopératif de l'Asie du Sud et du Sud-Est, ces discussions du Commonwealth amenèrent un Cabinet canadien jusque-là hésitant et réticent à reconnaître que le problème de la pauvreté dans le monde était aussi le problème du Canada.

Fait plus important encore, le voyage du ministre à Ceylan et sa tournée subséquente en Asie ajoutèrent une dimension extrême-orientale à la politique étrangère canadienne. Que les relations indo-canadiennes aient été particulièrement étroites ou non durant cette période³, il ne fait guère de doute que l'exposition de Pearson au premier ministre de l'Inde, Jawaharlal Nehru, a eu un impact profond sur les opinions de ce Canadien. Pearson, qui décrira plus tard Nehru comme «une combinaison extraordinaire du mystique hindou ... et de l'Anglais du type Eton-

¹ *Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures, Canada, 1950* (Ottawa, Imprimeur du Roi, 1951) p. v.

² Canada, Chambre des communes, *Débats*, 17 mars, 1950, p. 878.

³ Voir Escott Reid, *Envoy to Nehru* (Toronto, Oxford University Press, 1981).